



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article489>

# Réunion du cercle nantais du 16 novembre 2011

- Cercles locaux - Nantes (44) -



Date de mise en ligne : jeudi 8 décembre 2011

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

### Compte rendu de la réunion du Cercle Nantais pour une Constituante du 16 novembre 2011

\*\*\*

Présents : D Lepage, Y Moulinier, L Gourdon, J. Desplanches, Annie Richardeau.

Excusés : R Desplanches, JM Barial, J. Carré, J Hernandez.

#### 1-Discussion Générale

Politique de la misère et misère de la politique.

Pas moins de cinq sommets de l'Eurozone ! Chacun se flattant d'avoir trouvé la solution totale et définitive. Chacun enflant dans la démesure spectaculaire de surenchères et de l'autocongratulation : nouveaux montages financiers, montants de plus en plus pharaoniques obsolètes dès le lendemain. On crie pourtant que ce sera définitif, que tout est sauf pour de vrai. Il a suffi qu'un référendum s'invite pour irriter l'entre soi des princes et les démasquer, mettant ainsi à nu les arrières pensées anti Etat, antidémocratiques viscérales du néolibéralisme. Le coupable fut convoqué et sommé immédiatement de laisser la place. Il s'exécuta !

Voilà de quoi émouvoir les nations, les peuples et les citoyens de l'Europe ! tous furent frappés, tous s'indignèrent. La suite confirma les craintes et surtout les nôtres : abandons de souveraineté, éloignement programmé des peuples de tout contrôle démocratique, de toute réappropriation de souveraineté.

L'Euro est-il sauvable ? Et à quel prix pour les peuples qui n'y sont pour rien (cf. référendum de mai 2005) Comment protéger les acquis de progrès de la république dans un tel contexte ? Il faut bien reconnaître que le problème est de taille. Peut-on encore penser la constituante dans un cadre franco-français pour la république française ?

Première sommation en 2008. On nous déclara que tout était arrangé et que la crise était derrière nous ! (dixit le premier discours de Toulon du Président Sarkozy). On croit entendre le Président Hoover, en pleine crise des années trente, déclarer « La prospérité est au coin de la rue » peu avant la montée des tragédies à venir. 2008 n'était que la première vaguelette avant le tsunami. Nous étions déjà engagés dans un choc récessionniste durable avec un creusement exponentiel des déficits dû aux monomanies obsessionnelles de l'orthodoxie néolibérale. Dès les années 80, l'Etat « providence » fut la première cible. Il devait « maigrir », puis maintenant l'Etat « social ».

L'objectif étant l'Etat régalien bien sûr réduit au pouvoir sans peuple, nous faisant passer de « sujet-citoyen » (1789), au « citoyen-sujet » (1980), comme les marchés rêvent de profits sans usines, sans redistribution et sans partage, sans création de valeur réelles par le peuple ! (En 1978, 30% des actifs employés dans l'industrie contre 14% en 2008 !). Mais qu'en faire ? L'assister « a minima ». Cela y ressemble mais ce n'est pas la République sociale, bien au contraire : C'est de la charité d'État !, le néo dix-neuvième siècle : la misère croissante du peuple. La république ne sera jamais achevée tant qu'elle ne sera pas sociale. C'est à nous de faire passer cet esprit à travers de la constituante.

Monnaie Unique et souveraineté. Pourquoi pas, d'ailleurs « monnaie Commune » ...Le pouvoir de battre Monnaie a toujours été régalien et par extension un élément clef de la souveraineté des états-nations. Un institut d'émission et un Etat. L'Euro et la BCE ne sont rien de tout cela ! On a bien une Banque Centrale, mais associée à aucun Etat-nation. D'ailleurs, un de ses pères fondateurs le reconnaît lui-même. L'Euro avait pour mission de « verrouiller » la paix en Europe. Les implications économiques et sociales en furent vite oubliées par des politiques plus soucieux de créer une « Zone optimum de croissance » comme disaient les économistes forcenés de l'ultralibéralisme de l'époque, ouvrir toutes grandes les portes de la mondialisation, antichambre sinistre de la financiarisation. L'Euro naît économiquement non viable.

Le peuple avait raison de dire non au Traité Constitutionnel européen en mai 2005 ! E.Todd ne fut pas davantage entendu quand il prédisait l'implosion de l'Euro, ou quand il écrivait « Après démocratie » en 2008 et bien d'autres encore...On connaît la suite : déni historique de la volonté du peuple, abandons massifs et de plus en plus nombreux de souveraineté populaires et nationales, la république en voie de privatisation, détricotage systématique des acquis du CNR, sociaux, politiques, du paritarisme, du Droit du travail etc.

Tous considérés comme des coûts inutiles.. A cet égard le mouvement de 2003 contre les retraites fut exemplaire ! Il était hors de question que le mouvement de 1995 puisse se reproduire ! Le peuple ne fut ni écouté, ni entendu ni consulté. Il ne le serait jamais plus et pour longtemps !

### **2-Les orientations du Cercle de Nantes.**

Au vu de cette discussion animée, le Cercle pense qu'on ne peut faire l'économie d'une réflexion profonde et multi variée sur l' "L'état de la France" afin de comprendre et de faciliter les conditions objectives de la possibilité concrète de l'émergence d'une constituante.

Cette « faisabilité » doit de faire autour de débats et de travaux, sorte « d'Etats Généraux » réunissant les compétences et les représentants de la société civile les plus larges.

- Campagne d'adhésions
- Réunions débats à la Maison des citoyens du monde à Nantes.
- Publications de travaux sur les questions évoquées plus haut.

### **3-Questions diverses**

Les adhérents sont invités fortement à rédiger des articles en vue de leur publication, notamment notre analyse et position sur le futur aéroport de Nantes. Y Moulinier s'y engage.

Un calendrier prévisionnel des réunions sera établi, un axe fort, et un thème transversal par réunion sera programmé pour l'année.

Le Cercle de Nantes sera représenté par Annie Richardeau à Paris le 3 décembre 2011.

Les présents s'acquittent de leurs cotisations. Un courrier sera adressé aux absents par la trésorière.